

[Text]

this scheme. I have real difficulty with you, Mr. Wyman, concerning the way it was financed.

Mr. Wyman: Well, Mr. Chairman, I wanted to raise it. I did not know it had come up before. You mention one instance; there are others, and I am sure you are familiar with them so I will not belabour that point. But it is a very good one, and obviously you are fully aware of it.

The Chairman: Mr. Attewell is next.

Mr. Attewell: Thank you very much, Mr. Chairman.

Mr. Wyman, on the subject of supervision, I think you qualified some of your remarks; the green paper was not out when you came up with some of your recommendations. I wonder if you might just share a few of your thoughts.

A bit of a concern I have is overdoing things, overreacting. You talk of a separate group of professionals. They have the power to go in and review and inspect companies. I just wonder if there is not a bit of a risk. If you put yourself in the place of a company and you have a group of people coming in . . . Let us assume there is an enhanced and improved central agency of the Department of Insurance and/or the Inspector General of Banks. A company could also, having to open its doors and feeding all sorts of forms to inspectors to review . . .

Could you just share some of your thoughts, particularly on the risk of overlapping and duplication and just a problem with a number of the good companies?

Mr. Wyman: By way of introduction, I guess I should comment that this caused the committee concern right at the outset. I suppose that all of us would prefer to see less rather than more regulation. It was not that we tried to rationalize our position here; it was that we felt the current situation requires—it is absolutely imperative—that it have high-quality people administering a very complex area.

I suggest to you that it is very difficult, given the make-up of CDIC at present, to monitor institutions. Let us say that we have unscrupulous individuals who want to take advantage of the system. I think it is just about impossible to supervise and monitor those institutions sitting here with the staff that is presently in place and with the composition of the board of directors.

Our suggestion for control is that there be private sector individuals placed on that board. We are talking of nine. While we do not like more regulation, we think that in fact this may result in less regulation in the sense that we have duplication on the part of provinces.

I think the Crown Trust situation is a good case in point. We cannot get a handle on who really has authority to do what with the assets. That thing occurred two years ago and still I do not believe any of the apartments have been sold. I do not

[Translation]

beaucoup de difficulté, monsieur Wyman, concernant la façon dont cela a été financé.

M. Wyman: Eh bien, monsieur le président, je voulais soulever cette question. Je ne savais pas qu'elle avait déjà été soulevée. Vous parlez d'un cas; il y en a eu d'autres, et je suis certain que vous les connaissez, alors je ne m'étendrai pas sur le sujet. Mais c'est quand même un très bon exemple et de toute évidence, vous en êtes pleinement conscient.

Le président: La parole est maintenant à M. Attewell.

M. Attewell: Merci, monsieur le président.

Monsieur Wyman, en ce qui a trait à la surveillance, je crois que vous avez émis des réserves concernant certains de vos propos. Le Livre vert n'avait pas encore été publié lorsque vous avez soumis certaines de vos recommandations. J'aimerais, si vous le voulez bien, que vous partagiez avec nous certaines de vos pensées.

L'une de mes craintes est celle de trop en mettre, de trop réagir. Vous parlez d'un groupe autonome de professionnels. Des gens qui peuvent étudier et inspecter des sociétés. Je me demande s'il n'y a pas là certains risques. Si vous vous mettez à la place d'une société et qu'un groupe de gens arrivent . . . Imaginons qu'il y a à la Société d'assurance-dépôt ou chez l'inspecteur général des banques, une nouvelle agence centrale, mieux équipée et améliorée. Une société pourrait aussi, devant ouvrir ses portes et devant fournir toutes sortes de formulaires pour l'examen des inspecteurs . . .

Pourriez-vous simplement nous soumettre certaines de vos idées, particulièrement en ce qui a trait au risque de chevauchement et de dédoublement, un problème pour un certain nombre de bonnes sociétés.

M. Wyman: Je voudrais tout d'abord indiquer que cela fut un problème dès le départ pour le Comité. Je crois que nous aimerions tous qu'il y ait moins de règlements. Nous n'essayons pas de justifier notre position: nous agissons en fonction de la situation actuelle—et ceci est impératif—qui exige que ce secteur très complexe soit géré par des gens extrêmement compétents.

Je suis d'avis qu'il est très difficile, étant donné la structure actuelle de la SAD, de contrôler les institutions. Disons qu'il y a des personnes sans scrupules qui veulent profiter du système. Je crois qu'il est à peu près impossible de surveiller et de contrôler ces institutions à distance avec le personnel actuel et le conseil d'administration sous sa forme présente.

Nous suggérons, pour le contrôle, que des membres du secteur privé soient nommés au conseil. Nous parlons de neuf personnes. Tout en admettant que nous n'aimions pas les règlements, nous croyons que cela peut avoir pour résultat une diminution des règlements dans ce sens qu'il y a double emploi avec les provinces.

Je crois que la situation de la *Crown Trust* est un excellent exemple à l'appui. Nous sommes incapables de déterminer avec certitude qui a l'autorité de disposer des avoirs. Cette situation s'est produite il y a 2 ans et je crois qu'aucun des appartements n'a encore été vendu. Je ne dis pas que nous